

L'essentiel

Dans le secteur marchand, 4 salariés finistériens sur 10 travaillent pour une entreprise dont le siège ou la tête de groupe est implanté en dehors du département. Le taux de création d'entreprises (8,9 % en 2008) est en-dessous de la moyenne régionale et de la moyenne nationale.

Pertinence au regard du développement durable

Le groupe Gouvernance d'entreprise du Grenelle de l'environnement préconise la nécessité d'intégrer les enjeux de développement durable au sein même de la stratégie de gouvernance des *entreprises* et de leurs *établissements*. Elle se traduit par des pratiques fondées sur des valeurs éthiques de respect, maîtrise des risques notamment. La proximité géographique des décideurs doit faciliter la meilleure prise en compte de leur responsabilité sociale et environnementale, renforcer les partenariats entreprises-territoires et créer ainsi de la valeur dans le long terme.

La caractérisation des établissements finistériens selon le type et la localisation du *centre de décision* économique et la quantification de la dépendance des emplois à des centres de décision extérieurs sont les indicateurs suivis. Un *taux de dépendance* élevé dans la zone peut être interprété comme l'indice d'une certaine fragilité en cas de difficultés économiques. En effet, les établissements dépendant de centres de décision éloignés sont moins ancrés dans le territoire, car davantage intégrés dans des stratégies globales d'entreprises ou de *groupes* extérieurs. Cependant, elle peut être aussi considérée comme un facteur favorable. En effet, les établissements relevant de groupes extérieurs sont ceux qui investissent le plus : leur intensité capitalistique, leur taux d'investissement et leur productivité sont supérieurs à la moyenne. Ce sont donc des établissements porteurs de dynamisme même si leur pérennité peut sembler fragilisée par l'éloignement des centres de décision et l'impact limité des pouvoirs politiques sur eux.

La pérennité économique du territoire peut être aussi appréhendée à travers l'intensité des créations et le taux de survie des entreprises nouvellement créées.

Tour d'horizon

La place de l'économie sociale dans le Finistère est significative. **voir fiche Emploi*

En 2006, la moyenne d'âge des employeurs finistériens non salariés est de 45,4 ans.

Une dépendance moins forte dans le Finistère qu'en Bretagne

Parmi les 17 300 établissements employeurs du secteur marchand du Finistère, 1 sur 5 est placé sous le contrôle d'un groupe. Ces groupes contrôlent 58 % des effectifs salariés finistériens, seuls 8 % dépendent d'un groupe étranger. Le *taux de dépendance* du Finistère est de 41 %. Pour l'ensemble des départements bretons, ce taux est de 44 %. La dépendance la plus élevée se situe en

Ille-et-Vilaine (50 %). Globalement, le degré d'autonomie de la Bretagne est supérieur à la moyenne des régions de province.

L'emploi agroalimentaire dépend pour moitié d'un centre de décision extérieur au département

Le taux de dépendance varie selon le secteur économique. Il s'élève à 52 % dans l'industrie agroalimentaire, secteur industriel le plus employeur dans le Finistère (20 000 salariés). Toutefois, 18 % des emplois rattachés

à un centre de décision extra-départemental restent liés à un centre de décision régional. Le taux de dépendance est plus faible dans les secteurs de la construction (16 %) ou du commerce (29 %). Dans le Finistère, à l'image de la situation des autres départements provinciaux, la dépendance liée à l'Île-de-France est forte. Ainsi, 60 % des salariés rattachés à un centre de décision extra-départemental ont leur *entreprise* ou groupe siège en région parisienne, et seulement 9 % dans l'un des trois autres départements bretons.

Un emploi sur deux du secteur marchand dépend d'un groupe public ou privé français

Les groupes dans le secteur marchand breton en 2006

	Bretagne	Côtes-d'Armor	Finistère	Ille-et-Vilaine	Morbihan
Nombre d'établissements employeurs	63 973	11 584	17 320	19 949	15 120
dont contrôlés par un groupe :					
en nombre	12 862	1 943	3 552	4 639	2 728
en %	20,1	16,8	20,5	23,3	18,0
Effectif salarié	624 998	100 965	162 683	226 268	135 082
Part des effectifs contrôlés par un groupe (en %)	57,7	52,1	58,3	62,2	53,7
groupe privé de la zone	22,0	16,4	20,8	16,4	17,0
groupe privé hors zone	25,6	30,1	25,7	34,1	28,0
groupe public	2,4	1,1	3,4	2,3	2,6
groupe étranger	7,7	4,5	8,4	9,4	6,1

Source : Insee, Clap, Lifi, champ ICS

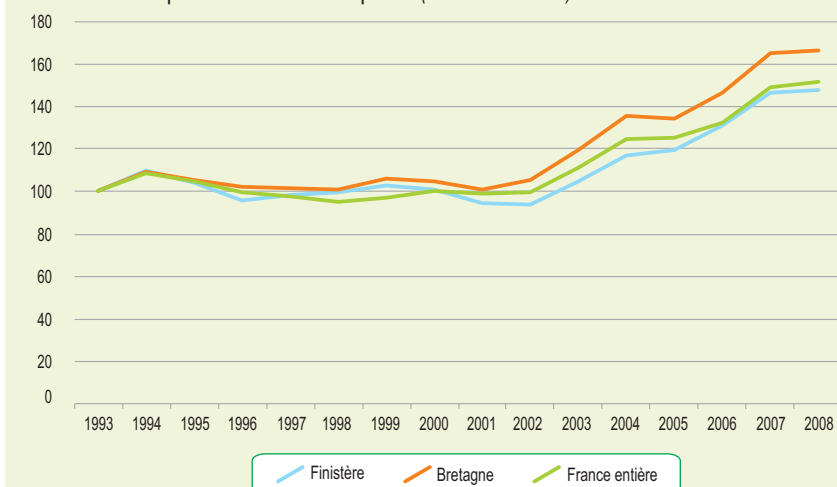
La localisation des centres de décision en 2006

	Bretagne	Côtes-d'Armor	Finistère	Ille-et-Vilaine	Morbihan
Nombre d'établissements employeurs	63 973	11 584	17 320	19 949	15 120
Effectifs salariés	624 998	100 965	162 683	226 268	135 082
Part des salariés (en %)					
Dépendant d'un centre de décision du même département	56,2	60,3	59,4	50,1	59,7
Dépendant d'un centre de décision d'un autre département :	43,8	39,7	40,6	49,9	40,3
en Bretagne	4,9	7,8	3,7	3,0	7,5
en France hors Bretagne	31,1	27,2	28,5	37,4	26,7
dans l'Union européenne des 25 hors France	5,3	3,8	4,6	6,6	4,7
hors Union européenne des 25	2,5	0,9	3,8	2,9	1,4

Source : Insee, Clap, Lifi, champ ICS

Le nombre de créations d'entreprises en progression

Création d'entreprises dans le champ ICS (base 100 en 1993)



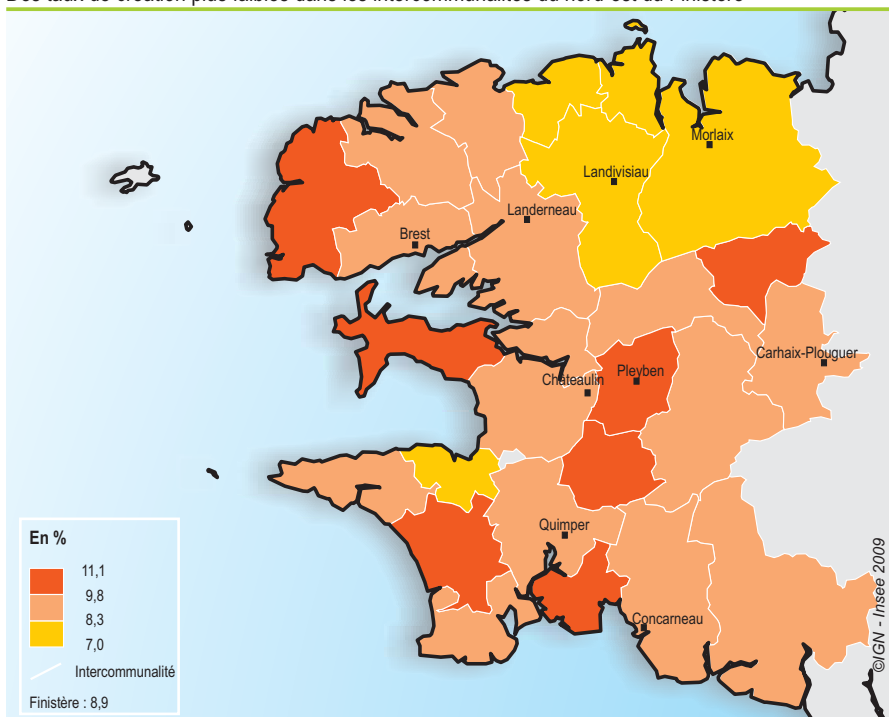
Source : Insee, Sirène

Un rythme supérieur à 3 000 créations d'entreprises par an

Le nombre de créations d'entreprises progresse depuis 2002. Toutefois, la croissance des créations est plus faible en 2008. Ce ralentissement est surtout dû au nouveau statut d'auto-entrepreneur qui a incité des créateurs potentiels du second semestre 2008 à retarder leur projet pour en bénéficier en 2009. Depuis les années 2001-2002, le nombre de créations annuelles dans le Finistère est passé de moins de 2 000 à plus de 3 000 créations aujourd'hui. La loi d'initiative économique d'août 2003 qui comprend des mesures visant à simplifier la création d'entreprises, ou encore le dispositif d'aide aux chômeurs créateurs mis en place le 1^{er} janvier 2007, explique en grande partie cet accroissement.

Taux de création d'entreprises des intercommunalités du Finistère (moyenne 2007 et 2008)

Des taux de création plus faibles dans les intercommunalités du nord-est du Finistère



Source : Insee, Sirène, champ ICS

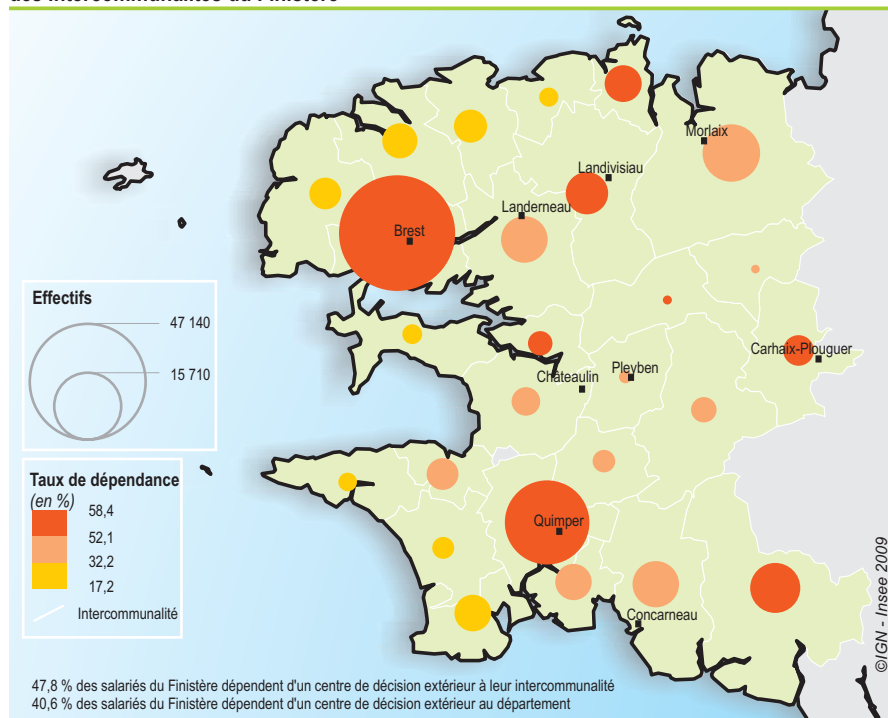
Des entreprises finistériennes plus pérennes

Le taux de création, qui rapporte le nombre d'entreprises créées à l'ensemble des entreprises actives, donne une indication du renouvellement du tissu productif. Celui-ci s'élève à 8,9 % en 2008 dans le Finistère, contre 9,6 % en Bretagne. Il se place aussi en dessous la moyenne nationale (11 %). Cependant, tous secteurs confondus, la pérennité des jeunes entreprises finistériennes est meilleure. Ainsi, 65,6 % des entreprises finistériennes créées en 1999 ont passé leur quatrième anniversaire, contre 60,2 % France entière. Le taux de *défaillance* de l'ensemble des entreprises (1,2 %) est comparable à celui de la France.

Plus de dépendance dans les grandes intercommunalités

Les établissements contrôlés par un centre de décision extérieur sont très présents dans les zones urbaines. Le taux de dépendance est plus fort pour les intercommunalités les plus peuplées : Brest Métropole Océane (56 %, avec la présence d'établissements des groupes DCNS et Thalès), Quimper Communauté (54 %), Pays de Quimperlé (57 %, présence du groupe Bigard). Il est cependant plus modéré au sein de la communauté d'agglomération de Morlaix (43 %). Le taux de dépendance est plus faible pour les intercommunalités côtières. Ces intercommunalités concentrent moins de population et les taux de dépendance ne dépassent pas 30 % des emplois salariés. Des établissements de commerce appartenant à des groupes locaux y sont bien implantés.

Effectifs salariés du secteur marchand au 31/12/2006 et taux de dépendance des intercommunalités du Finistère



Source : Insee, Clap, Lifi

Force

Davantage de centres de décisions locaux.

Faiblesse

Un dynamisme de créations d'entreprises moindre.

Définitions

Centre de décision : tête de groupe si l'établissement est contrôlé par un groupe ou siège social de l'entreprise dans l'autre cas. Le centre de décision représente le sommet de la pyramide légale du groupe ou de l'entreprise.

Défaillance d'entreprise : une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.

Entreprise : unité juridique de production dotée de la personnalité morale. Une entreprise peut être une société ou un entrepreneur individuel.

Établissement : unité locale d'une entreprise (par exemple une usine, un atelier, un magasin, un dépôt). La plupart des entreprises n'ont qu'un seul établissement, le siège social.

Groupe : ensemble de sociétés liées entre elles par des participations de capital. Une des sociétés du groupe, appelée tête de groupe, détient sur les autres un pouvoir de décision. La tête de groupe n'est contrôlée ni directement, ni indirectement par aucune société et en contrôle au moins une.

Le champ **ICS** (Industrie Commerce Services) comprend les entreprises et établissements exerçant une activité économique réelle dans les secteurs marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services. Sont exclus de la démographie des entreprises et des établissements :

- les unités dont le fonctionnement n'est pas financé par une activité marchande (administrations, collectivités territoriales, organismes sociaux, associations...);
- l'agriculture, la sylviculture et la pêche ;
- l'intérim est également exclu.

Taux de dépendance = (nombre de salariés d'établissements dépendant d'un centre de décision hors du territoire/ Nombre de salariés total du territoire)X100.

Pour en savoir plus

- * Démographie des entreprises : une pause dans les créations d'entreprise en 2008 / Jacques Le Corre ; Insee Bretagne. - Dans : *Octant* ; n° 116 (2009, juin). - P. 21-24. - Accessible en ligne.
- * Le système décisionnel dans l'industrie bretonne en 2004 / Irène Houssais ; Insee Bretagne. - Dans : *Octant* ; n° 114 (2008, oct.). - P. 27-32. - Accessible en ligne.
- * Les grands établissements employeurs bretons / Insee Bretagne. - Dans : *Octant* ; n° 107 (2006, nov.). - P. 12-14. - Accessible en ligne.
- * L'attractivité économique de la Bretagne / Irène Houssais ; Insee Bretagne. - Dans : *Les dossiers d'Octant* ; n° 48 (2006, juin). - 45 p. - Accessible en ligne.
- * Les créations d'entreprises en Bretagne en 2004 / Serge Le Guen ; Insee Bretagne. - Dans : *Dossier WEB* ; n° 4 (2005, oct.). - Système en ligne.
- * Les repreneurs d'entreprises en Bretagne / Sandra Chirazi ; Insee Bretagne. - Dans : *Octant* ; n° 103 (2005, oct.). - P. 4-10. - Accessible en ligne.
- * Une progression modérée du nombre d'établissements en Bretagne / Serge Le Guen, Mickaël Ramonet ; Insee Bretagne. - Dans : *Octant* ; n° 100 (2005, janv.). - P. 39-43. - Accessible en ligne.
- * Bretagne, une économie plutôt autonome et des entreprises rayonnantes / Irène Houssais ; Insee Bretagne. - Dans : *Octant* ; n° 100 (2005, janv.). - P. 15-22. - Accessible en ligne.
- * La Bretagne face aux mutations économiques : forces et faiblesses des zones d'emploi / David Lévy ; Insee Bretagne. - Dans : *Octant* ; n° 100 (2005, janv.). - P. 10-14. - Accessible en ligne.
- * Les groupes absorbent des sociétés à fort potentiel / Benjamin Nefussi. - Dans : *Insee première* ; n° 1144 (2007, juil.). - 4 p. - Accessible en ligne.
- * Images économiques des entreprises et des groupes au 1^{er} janvier 2007 / Christelle Almeras, Jacqueline Brasseur, Jean-Paul Strauss. - Dans : *Insee Résultats*. Économie ; n° 42 (2009,avr.). - Système en ligne
- * Créateurs et repreneurs d'entreprises en Bretagne en 2008 / Chambre régionale de commerce et d'industrie. - Dans : *La lettre de l'Observatoire régional des entreprises* ; n° 7 (2009, sept.). - 4 p. + Annexe statistique. - Accessible en ligne.
- * La concentration des groupes, au centre des évolutions des secteurs de l'industrie / Florian Lezec, Pierre Montagnier ; Service des Études et des Statistiques Industrielles (Sessi). - Dans : *Le 4 pages* ; n° 219 (2006, juin). - 4 p. - Accessible en ligne.
- * Pas de frontières pour les groupes performants / Jean-Marie Chanut, Elisabeth Kremp ; Service des Études et des Statistiques Industrielles (Sessi). - Dans : *Le 4 pages* ; n° 216 (2006, avr.). - 4 p. - Accessible en ligne.
- * www.insee.fr/fr/regions/bretagne/
- * www.bretagne.cci.fr
- * www.insee.fr
- * www.industrie.gouv.fr